

Le centre du vieux Sarajevo, entièrement reconstruit alors que la ville est restée assiégée par les snipers et les bombardements pendant quatre ans.



BOSNIE



Dans l'atelier de couture du Centre pour les Victimes des camps de concentration, on discute, on papote, on rit.

BRISER LE SILENCE

Quinze ans après la fin des affrontements en Bosnie-Herzégovine, des milliers de femmes, victimes de viols perpétrés massivement durant le conflit, restent enfermées dans la culpabilité et la honte.

Elle n'a pas de prénom. Pas de visage non plus. «No photos, please!» Assise dans une petite salle peu éclairée, sa psychologue à ses côtés, la «femme de Tuzla» sera donc une voix. Enrouée par les cigarettes et les médicaments. Une voix qui raconte une guerre, celle qui a ravagé la Bosnie-Herzégovine il y a un peu plus d'une décennie. En avril 1992, elle a 35 ans, travaille comme femme de chambre dans un hôtel de la région et vit paisiblement avec sa mère près de Svornik, à la frontière serbe. «Le printemps était déjà là lorsque les "chetniks" (nationalistes serbes, NDLR) sont arrivés et ont envahi notre village.» Elle s'enfuit dans les bois, au milieu des hurlements. À son retour, tout est détruit: «Notre maison avait été brûlée, il y avait des cadavres partout et...» Elle s'interrompt, fouille nerveusement dans son sac en plastique. Allume une cigarette. «Je ne veux pas donner plus de détails.» Fond en larmes avant de reprendre le fil de son récit. «Déguisée en paysanne serbe, je suis partie en ville acheter des médicaments pour ma mère. Des soldats m'ont reconnue, m'ont emmenée de l'autre côté du fleuve Drina (en territoire ennemi, NDLR), dans une maison occupée.» Allongée sur un sommier en

bois, elle est violée à plusieurs reprises et reste prisonnière durant plusieurs semaines. Quinze ans plus tard, la «femme de Tuzla» n'a plus rien. Ni travail, ni famille, ni justice. Elle ne peut vivre sans ses anxiolytiques et sa thérapeute, qu'elle voit trois fois par semaine et appelle au moindre problème. Cauchemars, idées suicidaires, flashbacks, elle reste persuadée qu'on veut lui «cracher au visage» pour ce qu'elle a «fait». Elle n'est pas la seule.

«Personne ne sait comment gérer la guerre ou les traumatismes qu'elle génère. Ni les victimes, ni les soignants», explique Augustina Rahmanovic, carré blond et regard doux. Depuis quatorze ans, elle travaille comme psychologue pour Viva Zene, une ONG créée entre deux bombardements par des bénévoles allemandes. Ce lieu «de thérapie et de réhabilitation» propose dans ses locaux aux tons pastel à Tuzla hébergement, soutien juridique, consultations gynécologiques et séances psychologiques privées ou collectives. Depuis la fin du conflit, des milliers de femmes ont défilé dans le petit bureau d'Augustina Rahmanovic, aux murs placardés de dessins d'enfants. Que ce soit la faim, la peur, la perte ou la violence, «nous avons tous

BOSNIE BRISER LE SILENCE

« Ce n'est pas tant le viol que la stigmatisation qui est difficile à accepter. »



Jasna Zecevic, directrice de 'Viva Zene' aide les victimes de la guerre.

Jasmila Zbanic, la cinéaste qui a brisé la « conspiration du silence ».



Dans son village isolé, Bacha Salihovic attend toujours réparation.

vécu notre tragédie personnelle». Des blessures qui sont encore vives. « Dans le cas de ces femmes, ce n'est pas tant le viol que la stigmatisation après coup qui est difficile à accepter. Nombre de victimes ont été blâmées par leurs belles-familles puis rejetées par leurs maris. » Dans une société patriarcale et conservatrice, le déshonneur pour ajouter à la douleur.

Selon un rapport d'Amnesty International, entre 20000 et 30000 femmes, principalement musulmanes, auraient été violées durant la guerre en ex-Yougoslavie, entre 1992 et 1995. Le véritable nombre est inconnu. Seule certitude: le viol, en tant qu'« arme de guerre peu chère et silencieuse » – selon les mots de Margot Wallström, représentante spéciale des Nations unies contre les violences sexuelles –, faisait partie intégrante de la stratégie d'épuration ethnique de Belgrade. Si le viol a été reconnu comme crime de guerre par la Cour pénale internationale de la Haye, seuls treize procès pour ce chef d'accusation ont eu lieu depuis les faits dans tout le pays. Omerta, ignorance, justice défaillante... Quinze ans après l'arrêt des combats, la majorité des agresseurs, souvent des voisins ou des connaissances, sont libres.

En 2005, le film « Gvrbica » de Jasmila Zbanic, mettant en scène le quotidien d'une femme et de sa fille née d'un viol durant la guerre et récompensé d'un Ours d'or au Festival de Berlin, brisa la « conspiration du silence ». Sous la pression des associations de défense des femmes, le gouvernement de la Fédération de Bosnie décide un an plus tard d'adopter une loi accordant le statut de « victimes civiles » aux femmes violées, prévoyant un soutien logistique et l'attribution théorique d'une pension de 250 euros par mois. Celles qui ont osé remplir un dossier l'ont souvent fait en secret, pour ne pas blesser leur famille ou rendre « leur époux jaloux ». D'autres n'ont pas voulu témoigner à nouveau des violences subies. Au final, seules mille cinq cents femmes se sont officiellement identifiées et bénéficient de cette aide sociale. Beaucoup ont été déboutées de leurs demandes. Juriste pour l'ONG suisse Trial, la jolie Selma Korjevic s'arrache souvent les cheveux: « En République serbe de Bosnie (l'autre entité politique constituant la Bosnie-Herzégovine, NDLR), les victimes des viols

n'existent tout simplement pas. Le nombre d'affaires auxquelles il n'a pas été donné suite par inefficacité, corruption ou incompétence est effarant. La définition légale du viol pose également problème. L'État a une responsabilité morale et l'obligation de protéger ces personnes. Ce que veulent ces femmes, c'est simplement mener une vie normale. Et non affronter leur passé au terme de procédures longues et incertaines. »

À Lipije, un petit hameau de l'est du pays, les collines verdoyantes sont piquetées d'habitations en ruines et une petite mosquée domine le paysage aux accents presque bucoliques. Tout en dévoilant la cicatrice d'une brûlure de cigarette sur sa joue et son avant-bras ébouillanté, Bacha Salihovic, 70 ans, jette du bois dans le poêle et apporte des cafés brûlants accompagnés de chocolat allemand. « On a tout, ici. » Malgré son rire sonore, Bacha n'oubliera pourtant jamais les neuf jours qu'elle a passés, avec quatre cent cinquante autres habitants, dans une maison du voisinage transformée en camp de concentration. Torturée, battue, violée par des « jeunes » qui « voulaient me faire manger mon foulard ». Aujourd'hui, elle en parle avec rage mais sans haine. Car « Allah », justement, lui a donné la foi et l'énergie nécessaire pour « ne jamais montrer sa peur » d'abord, se reconstruire ensuite. Réfugiée, puis exilée outre-Rhin aux côtés de son mari et de son fils, Bacha est revenue en 2000 à Lipije. La maison, le « camp » est toujours là, la porte verrouillée, les fenêtres béantes, grevée de pierres, d'herbes folles et de graffitis d'enfants. Devant l'entrée de la maison, une stèle en marbre a été érigée, financée par les habitants en hommage à leurs parents ou voisins. Le nom de Bacha figure bien sur le mémorial, mais elle n'a toujours pas obtenu du tribunal son statut de « victime civile ». « On me demande de prouver que j'ai été violée. Quinze ans après ? Avec quoi ? » Elle est consciente de ses droits. « Mais je n'ai pas la force de me battre contre l'administration de ce pays. »

À Sarajevo, les immeubles flambant neufs du gouvernement, financés par la communauté internationale, ruissellent sous une pluie battante. Dans son bureau meublé Ikea, la vice-ministre des Droits de l'homme en poste depuis 2008, Saliha Duderija, est lucide mais refuse de céder au découragement. « Certes, beaucoup ne croient plus dans le système de notre pays. Mais nous voulons mettre en place ce droit élémentaire à obtenir réparation. Des milliers de citoyennes ont été victimes de violations des droits de l'homme inacceptables. Il ne s'agit pas d'argent, mais bien de reconnaissance. » En partenariat avec le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) et l'Union européenne, Duderija planche sur un projet de « trust fund », censé être soumis à l'approbation du Conseil des ministres au printemps 2011. L'idée: « Simplifier la procédure d'obtention du statut légal de victime et offrir un réel soutien financier et social pour les femmes sur l'ensemble du territoire de

BOSNIE BRISER LE SILENCE

« Il faut mettre en place le droit élémentaire à obtenir réparation. Il ne s'agit pas d'argent, mais de reconnaissance »



Pour la représentante de l'ONU, Margot Wallström, « la société bosniaque reste très machiste ».

Bosnie-Herzégovine». Le budget: inconnu. L'aide internationale se concentre sur des conflits plus «récents», en Irak ou en Afghanistan. Pour autant, l'argent manque cruellement, le gouvernement bosnien n'a pas un mark en poche. «Ici peut-être plus qu'ailleurs, personne ne peut prédire le futur.» Vivant dans une «victimisation» permanente, «la société bosniaque ne veut plus être otage de son passé», lance Faris Hadrovic, le représentant de l'UNFPA. «Mais jusqu'à maintenant, il n'y a eu aucune volonté politique de régler cette question.»

Pourtant, il y a urgence. Car une autre bombe à retardement mine l'avenir du pays: les enfants nés de ces exactions. Au lendemain de la guerre, la communauté islamique a édicté une fatwa déclarant que les femmes violées étaient des «shahida», des martyres de l'islam. Conséquence: tous les musulmans ont été invités à respecter et soutenir ces femmes et leurs enfants dans le processus de guérison. Si la fatwa a aidé sans nul doute à l'intégration sociale de ces victimes, le sujet des enfants nés des viols reste un tabou ultime. Selon Fadila Memisevic, historienne pour l'ONG Society for Threatened People, 30% des femmes violées seraient tombées enceintes de leurs agresseurs, soit environ sept mille d'entre elles. Qu'elles aient ou non décidé de garder l'enfant n'est pas la question. «Ces bébés sont devenus des adolescents en âge de comprendre et en majorité ne savent rien de leur paternité.» Une nouvelle génération aux identités brisées par un tel secret. Ce phénomène, minoritaire au regard des quatre millions d'habitants, pourrait néanmoins représenter «un vrai problème au regard de l'unité» de la société bosniaque de demain.

«Je ne l'ai dit à personne, mais tout le monde sait que ma fille n'est pas de mon mari. J'entends les commentaires quand j'entends mon linge. C'est pourquoi je l'ai envoyée étudier dans une autre ville.» Tout de noir vêtue, Velma (*) fume nerveusement, aimerait être capable de «parler publiquement de tout ça», mais son regard se brouille lorsqu'on lui demande de raconter la guerre. À l'hiver 92, alors âgée de 22 ans, elle est violée par un soldat croate, un «ancien camarade de classe». En trop mauvais état physique, elle ne peut avorter. Durant



Pour «Velma», sa fille reste la priorité n°1.

sa grossesse, elle trouve refuge au centre d'accueil d'urgence de l'ONG Medica Mondiale, dans l'enclave «relativement préservée» de Zenica, une ville industrielle à soixante kilomètres de Sarajevo. Après l'accouchement, elle décide de confier l'enfant à l'adoption. Trois mois plus tard, elle se rétracte et signe un papier officiel. Reprend sa fille: «Elle est à moi.» Velma travaille dans un café avant de rencontrer son mari, «un homme merveilleux». Depuis, sa relation avec sa fille est «fusionnelle même si pendant longtemps, je n'ai pas pu la prendre dans mes bras. Dieu merci, elle me ressemble. Mais je n'aime pas ses yeux. Enfin, depuis qu'elle s'est épilé les sourcils, ça va mieux.» Lorsque sa fille a 14 ans, elle décide de lui avouer la vérité. «Il valait mieux qu'elle l'apprenne de ma bouche.» Depuis, l'adolescente, qui va avoir 17 ans, suit une thérapie. «Elle pense être responsable de ce qui m'est arrivé.» Velma n'a jamais pu avoir d'autres enfants, même si «les médecins disent que tout est normal». Elle se console comme elle peut avec la certitude d'avoir «accompli son devoir». Sa fille reste sa «priorité n°1». Son avenir? Certainement pas en Bosnie. Depuis des années, Velma se bat pour partir à l'étranger en famille. Destination: l'Italie. «Mais obtenir des visas relève de l'impossible.» Ou presque. En novembre dernier, l'UE en levait l'obligation pour les citoyens de Bosnie dans vingt-cinq pays de l'espace Schengen.

PRUNE ANTOINE

«NON À L'AMNISTIE POUR LE VIOL»

Interview avec Margot Wallström, représentante spéciale de l'ONU pour les violences sexuelles dans les conflits.

Quelle est la situation des femmes violées en Bosnie ?

«De nombreux habitants ont des préjugés sur les viols perpétrés durant le conflit en ex-Yougoslavie. Ils ne pensent pas que ces "crimes de guerre" aient été aussi cruels que lors des conflits en Afrique, au Congo par exemple. Or on ne compare pas la souffrance. Il est évident que le conflit en Bosnie appartient à l'un des chapitres les plus noirs de l'histoire européenne. Nous devons tirer les conséquences de notre impuissance. C'est pourquoi l'UE, tout comme l'ONU, continue de s'impliquer dans le pays.»

Quel est votre objectif ?

«Mon poste a été créé en avril 2010 par le secrétaire général des Nations unies. J'entends proposer au Conseil de sécurité d'implanter certaines mesures afin de combattre l'impunité des agresseurs en cas de violences sexuelles. La priorité est d'éliminer l'amnistie pour ce type de crimes. Les violences sexuelles ne sont pas complètement reconnues en Bosnie. La société reste plutôt machiste. Au Rwanda, la représentation politique des femmes est supérieure à ce qui se passe ici, par exemple. En collaboration avec l'UNFPA et l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), nous voulons encourager les femmes de Bosnie à prendre leur place dans la société, leur donner une voix afin que leurs droits en tant que victimes, mais aussi en tant que femmes, soient enfin respectés. Il y a tant à faire. La communauté internationale doit prendre une part active dans ce processus. Le reste dépend de la volonté des dirigeants politiques et des citoyens de ce pays.»